

Réflexions pour un monde vivable

Jacques TESTART

Introduction à l'ouvrage éponyme - Mille et une nuits - 2003 . 128 p. reprenant l'essentiel du travail de la Commission française du développement durable. Rapport non publié sur refus du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable

C'est à partir de 1999, à la demande de Dominique Voynet, que j'ai assumé la présidence de la Commission française du développement durable. La Commission s'est alors enrichie de nouveaux membres, rarement experts en développement durable mais soucieux d'apprendre et d'échanger, avec l'ambition d'apporter aux décideurs politiques des propositions précieuses parce que indemnes de conflits d'intérêt, à l'abri des lobbies et de la langue de bois. Pendant trois ans, à raison d'une réunion par mois, nous avons abordé bien des sujets, dans des débats parfois éclairés par des experts invités. Notre pratique conviviale nous a ainsi permis de construire démocratiquement un positionnement de groupe sur ces sujets, et de rédiger les brefs avis, denses et incisifs, qui figurent en annexe de cet ouvrage. **Démocratie** fut bien le maître mot de notre démarche, tant pour les relations au sein du groupe que pour la méthode sans cesse proposée aux politiques. C'est pourquoi nous avons affirmé que la procédure dite de "conférence de citoyens" est aujourd'hui la mieux adaptée pour aborder les situations d'incertitudes, et nous avons nous-mêmes initié et organisé une de ces procédures. Animés par ce souci démocratique, il était "naturel" que nous refusions tout empêchement d'agir librement en rupture avec le contrat moral d'autonomie qui nous liait avec le ministère de l'Environnement, et que cette censure nous amène à démissionner.

Au-delà de notre expérience, et puisque le label "développement durable" est parfois utilisé abusivement, on doit souligner combien cette appellation menace le projet affiché.

Le *développement*, qui devrait être l'épanouissement des personnes réconciliées avec leur planète, cède vite la place à la *croissance* dans les discours des dirigeants. De façon cynique, après avoir reconnu que "la maison brûle" parce que la Terre ne peut supporter davantage de déprédations, parce que les plus démunis ne peuvent être davantage confinés à la non-existence, le discours vient confirmer la pérennisation du crime : "Il faut que la croissance reprenne" nous dit-on, afin de gagner un point ou deux de PIB ... Comme si on était incapable de demeurer intelligent jusqu'au bout du raisonnement, jusqu'à la décision ; Comme si on avait utilisé ce nouveau concept, aux ambitions de temps et d'espace, sans voir qu'on le ruinerait en le réduisant à la conjoncture locale : développement durable reste un oxymoron si *développement* est entendu au sens étroitement économiste du mot, car l'économie est aujourd'hui régie par la tyrannie de l'immédiateté des résultats, ce qui est antinomique avec toute durabilité. Et cette antinomie s'aggrave à mesure que la finance joue un rôle plus décisif dans l'économie, notamment par la prédominance des flux financiers abstraits et volatils sur les économies réelles, localisées, fondées sur la production.

C'est parce que le développement est trop souvent compris sous l'angle de la croissance que le qualificatif *durable* devient lui-même un mot piège : il semble alors renforcer le projet de "croissance" en lui attribuant une impassible pérennité.

La notion de *développement* dépasse pourtant largement la seule dimension économique. Parler du développement d'un enfant, d'une personne, a du sens. Le développement de l'humanité vers le bien-être physique et psychique de chacun est un objectif d'une autre nature que la croissance d'un PIB ou des taux de profit. Et la possibilité pour tout être humain d'exprimer, de développer sa créativité, nous transporterait vraisemblablement dans une autre ère de l'histoire humaine.

Par ailleurs, et plus encore que pour d'autres structures, la qualification de "française" est potentiellement porteuse de contresens, car elle tend à nier la nature nécessairement universelle du projet en affichant la nationalité de ses acteurs. Certes une commission *française* (c'est-à-dire composée de citoyens français) pourrait prétendre réfléchir à l'avenir de la planète entière (et c'est ce que nous avons voulu faire), mais la tentation est constante pour les décideurs de se préoccuper surtout de la compétition entre "gens du Nord", voire de nos soucis hexagonaux (...)

A l'opposé de ce que pensent certains fundamentalistes de l'économie ("Tout pour l'argent, tout contre de l'argent") ou de l'écologie ("Tout pour la nature"), le développement durable est centré sur l'humain, ainsi que le proclame le premier principe de la Déclaration de Rio. Mais *l'humain* qualifie une espèce, pas une nationalité, une ethnie ou un groupe social parmi les autres. Et cette espèce, qui met sa survie en péril, est aussi celle qui a inventé des manières de vivre et manières de voir infiniment variées dont la plupart sont également respectables. Si l'on met l'homme au cœur de toute démarche – à la place que la finance occupe actuellement – on doit l'y mettre avec toutes ses dimensions, sa complexité, et on aborde alors n'importe quel sujet différemment, c'est-à-dire avec la perspective d'un épanouissement de tous les êtres humains, pour les générations à venir. C'est pourquoi nous préférons l'expression "**épanouissement équilibré**" à "développement durable".